

Sommaire

INTRODUCTION	3
1. COHÉSION SOCIALE ET RÉGÉNÉRATION URBAINE	
Éducation et formation. Présentation de Ron Dekker	4
Le choix des questions principales pour les ateliers.....	5
2. ATELIER SUR L'EDUCATION	
Présentation de Manchester	6
Présentation de Birmingham.....	7
Présentation de Rotterdam.....	8
Présentation de Bruxelles	9
Présentation de Valenciennes	10
Présentation de Lille Métropole	11
Conclusions	14
3. ATELIER SUR LA FORMATION	
Projet de doorstrom.....	15
Une définition de la formation	16
La formation et l'intégration sociale et culturelle (capacity building)	17
Acteurs et Partenariat.....	18
Conclusions.....	19
4. VISITES LOCALES	
Assistants de sécurité.....	20
Top Score, vers la réinsertion des toxicomanes.....	21
5. OBSERVATIONS DU SEMINAIRE	
Présentation de Marco van Hoek et Laura Capel, rapporteurs du séminaire.....	22
Université Erasme de Rotterdam	
Présentation de Catherine Neveu,	24
Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales (LAIOS-CNRS), France	
6. CONCLUSION GÉNÉRALE (TABLEAUX)	26
8. QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	27
7. LISTE DES PARTICIPANTS	28

Introduction

Ce séminaire, organisé à Rotterdam, a porté sur le thème de « la Cohésion sociale et la Régénération Urbaine » dans la perspective d'une approche globale intégrant les différents problèmes auxquels sont confrontées les villes d'Europe. Il est clair cependant que la question de la cohésion sociale se pose avec une acuité particulière dans certains quartiers, ceux qu'on appelle les quartiers *difficiles* et qui pour certains d'entre eux du moins, ont de plus en plus tendance à regrouper les populations les moins intégrées dans la société.

Cette rencontre constitue le deuxième des quatre séminaires « verticaux » (*Développement économique, Cohésion sociale, Culture et Habitat et cadre de vie*) qui se tiendront la première année du programme.

Le sujet principal : la « Cohésion sociale »

a été essentiellement considéré au travers de deux aspects jugés primordiaux : *l'éducation et la formation*. La décision de cibler les débats sur ces deux thématiques, s'explique certes par le temps limité (2 jours) du séminaire, mais aussi par le souci constant du groupe de travail de privilégier la compréhension réciproque des mécanismes mis en œuvre plutôt que de vouloir tendre à une hypothétique exhaustivité. Il est désormais largement admis que les systèmes actuels d'éducation et de formation ne parviennent pas à répondre aux besoins spécifiques de certains groupes sociaux.

Or l'objectif principal de l'éducation et de la formation - particulièrement si l'on se place dans une perspective de régénération urbaine - consiste à donner aux enfants et aux adultes, et en particulier ceux habitant des quartiers « défavorisés », les éléments nécessaires à leur intégration dans la société. Il s'agit de tendre vers un développement social plus équilibré des villes, visant à enrayer les processus d'exclusion sociale et de ségrégation spatiale.

Améliorer l'éducation et la formation des habitants - et particulièrement celles des enfants vivant dans les quartiers où les risques d'exclusion sont les plus élevés - doit permettre de promouvoir leur participation dans la société tant d'un point de vue affectif (sentiment d'appartenance), que cognitif (connaissance des droits et des devoirs) ou pragmatique (capacité d'exercer ceux-ci) .

Dans cette perspective, *les projets d'éducation* dans les quartiers défavorisés peuvent contribuer à promouvoir l'instruction nécessaire des enfants, éviter l'échec scolaire, développer la citoyenneté, améliorer les relations entre les enfants, les parents, les professeurs, etc. stimuler l'intégration multiculturelle, améliorer les relations entre les écoles et les espaces publics...

Les projets de formation dans ces mêmes quartiers ont pour objectif l'intégration sociale, culturelle et économique. Cela suppose de pouvoir permettre aux gens de trouver un emploi au travers d'actions d'accompagnement (évaluation des besoins, suivi, conseils, motivation, etc.), favorisant leur réinsertion dans la société.

Découvrir et confronter les initiatives menées par les différentes villes, analyser les raisons de leurs réussites ou de leurs échecs et les replacer dans le contexte d'une politique transversale de renouvellement urbain constituent donc des enjeux évidents pour le Groupe de travail.

1. Cohésion sociale dans la régénération urbaine

La session plénière a débuté par l'accueil des participants par Tom Harreman, maire du quartier de Delfshaven, qui a souligné tout l'intérêt que présentait le groupe de travail pour un quartier comme le sien, confronté à d'importants problèmes sociaux et urbains ; il a souhaité que les participants puissent découvrir le travail réalisé à Deltshaven, mais aussi prendre la mesure du chemin qu'il reste à parcourir. Concluant par des vœux de succès dans le travail du groupe, il a passé la parole à Ron Dekker pour une présentation plus détaillée des enjeux de l'éducation et de la formation dans une ville comme Rotterdam.

1 Éducation et formation *Présentation de Ron Dekker*

Les point clés

- Penser *Global* - Agir *Local*.
- L'importance d'une approche «sur mesure» des projets d'éducation et formation doit être soulignée. Cette approche permet d'adapter les actions à chaque situation spécifique.
À Rotterdam, il s'agit de prendre en compte :
-Le haut niveau de disparité socio-économique entre les quartiers ;
-Et dans les quartiers défavorisés ;
-Le grand nombre de familles monoparentales ;
-Le faible niveau d'éducation des parents ;
-La forte concentration des populations d'origine étrangère ;
-Le retard linguistique ;
«Il est difficile d'appliquer les mêmes stratégies sur l'ensemble des quartiers car chacun a besoin d'actions spécifiques...»

C'est au niveau local que les besoins peuvent être les mieux reconnus et que les différentes stratégies peuvent être appliquées afin de résoudre les problèmes spécifiques.



Tom Harreman, Ferry van Wilgenbourg, Robert Decker et Samira Soufi

- Il existe une relation directe entre l'éducation et le revenu. Les familles aux revenus les plus bas sont aussi le plus souvent celles dont le niveau d'éducation est le plus limité. Les deux handicaps se renforcent mutuellement et toute augmentation de l'un des facteurs se répercute sur l'autre.

En relation avec ce constat, une certaine polarisation tend à se développer au sein des villes. L'une des conséquences est l'augmentation et la diversification des problèmes, concentrés sur des quartiers particuliers.

Rotterdam est une ville riche, mais on y trouve aussi des quartiers qui présentent des problèmes socio-économiques et physiques importants. L'amélioration de l'éducation et de la formation peut être un premier pas vers l'intégration des habitants de ces quartiers car «...quand on participe à la société on commence à s'y intégrer...».

La régénération urbaine doit alors prendre en compte l'ensemble des problèmes, des objectifs, des processus, des dimensions...pour construire une ville plus équilibrée.

- Les projets d'éducation et de formation demandent des moyens importants. Les moyens financiers existent, mais les projets manquent parfois d'une certaine harmonisation, entraînant alors un gaspillage des moyens.

- Les professeurs jouent un rôle crucial en tant que médiateurs dans les projets. Il est alors très important de stimuler leur motivation et leur assurer une formation de qualité pour la réussite des projets.

- Une dernière question :
«...personne ne considère être contre l'intégration socio-culturelle dans les écoles, mais souvent ceux qui en ont la possibilité n'envoient pas leurs enfants dans ces écoles...».

Le choix des principales questions pour les deux ateliers

Une liste de questions posées par l'éducation et la formation a été proposée dans le rapport préliminaire au séminaire, afin d'encadrer les discussions des ateliers. À la fin de la séance publique, le choix s'est fait pour chaque atelier de trois questions considérées comme primordiales.

EDUCATION

1 Comment impliquer les familles et le quartier dans les projets éducatifs ?

(En utilisant les écoles pour d'autres activités en dehors des horaires scolaires, programmes de lutte contre l'analphabétisme des adultes, essayer d'améliorer la vision qu'ont les professeurs du quartier...)

2 Quels types d'acteurs et de partenariats sont directement et indirectement impliqués dans ces projets ?

(Le secteur public et le secteur privé, assistants sociaux, professeurs, volontaires...)

3 Le projet intègre-t-il les aspects structurels et politiques (droits, information, intégration) et ceux liés à la culture ou à la personne (identité, sentiments, culture) ?

FORMATION

1 Une définition de la formation

(Une première analyse sur les différents types de processus de formation : quelle catégorie de chômeurs[de longue ou courte durée ?], quel type de formation (est-ce une mise à jour des connaissances ou un moyen de se réinsérer dans la société ?)...

2 La formation et l'intégration sociale et culturelle (*capacity building*)

(Vers un développement durable du quartier...)

3 Quels types d'acteurs et de partenariats sont directement ou indirectement impliqués dans les programmes liés à l'éducation ?

(Le secteur public le secteur privé, les assistants sociaux, éducateurs, conseillers, volontaires...)

2. Atelier éducation

1 Manchester

Impliquer les parents

À Manchester, *The Adult Education Service*, offre une série de cours pour les parents, cours principalement financés par la ville de Manchester, ainsi que par le gouvernement central (SRB) et l'Union Européenne.

Ces cours favorisent la cohésion sociale et l'intégration. En effet, les parents sont encouragés à acquérir de nouvelles connaissances, qui les aident à s'impliquer dans l'éducation et dans la vie scolaire de leurs enfants, mais aussi à améliorer leurs conditions d'emploi. *Wythenshawe Inclusion and Support in Education*, mis en œuvre par le *Family Action Benchill* a aussi comme objectif principal l'implication des parents dans le processus éducatif. Il permet un soutien intensif aux familles dont les enfants présentent des problèmes de sociabilité à l'école.

Éviter l'exclusion scolaire

Exclusions from Schools est un projet mis en œuvre par *Manchester City Council* et le *Manchester Youth Service*, qui permet de soutenir un programme d'éducation original et innovant, capable de répondre aux besoins des lycéens qui sont inadapés au système scolaire. Le but est d'améliorer leur vision vis-à-vis de l'éducation.

Éducation, formation et loisirs

La *Power House* est une structure d'éducation, de formation et de loisirs destinée aux jeunes des quartiers de *Moss Side* et *d'Hulme*. Le coût du projet a été de 3 millions de livres (2,8 millions financés par le secteur public dont 50% par le *Millenium Commission* et 250 000 livres par le secteur privé).

À ce projet participent les acteurs sociaux (éducateurs, enseignants, conseillers et agences d'emploi) les professionnels de la santé, du sport et de la prévention de la délinquance. Ils mettent en œuvre un panel des projets ciblés sur la jeunesse, dans la perspective de la régénération du quartier.

Au travers d'un large partenariat, les propositions pour le développement de la *Power House* se sont inscrites dans une vision intégrée qui facilite l'interrelation entre agences, services et programmes. Ce réseau a pour objectif de répondre aux besoins des jeunes des quartiers défavorisés de Manchester. Il inclut à la fois des professionnels et des bénévoles.

PROGRAMME CONSTRUIT AUTOUR D'UN PANEL D'ACTIVITÉS ASSURÉES PAR DES JEUNES TRAVAILLEURS :

- Accueil pendant la journée de jeunes chômeurs et d'élèves exclus.
 - Pendant la soirée et le week-end, la *Power House* offre des cours personnalisés et une éducation civique, des activités culturelles, sportives et de loisirs ainsi que des possibilités de travaux dans le quartier.
 - Soutien personnel et psychologique aux jeunes (relations familiales, drogues ou la pression exercée par l'entourage).
- D'autres activités doivent se développer autour de services offerts par une équipe interdisciplinaire composée d'un ensemble d'organisations partenaires (*Macunian Health Trust*, *Health Shop*, *Careers Partnership*, *Libraries Service* et *TEC* enverront leur équipe pour offrir aux jeunes des conseils sur leur orientation professionnelle et leur assurer un suivi...).

Insuffisance des savoirs et des compétences de base

Le Royaume-Uni souffre d'un manque des qualifications de niveau de base et intermédiaire. Le pourcentage des personnes qualifiés au niveau 3 (= inférieur au niveau universitaire) est plus faible qu'en France, en Allemagne, aux États Unis et à Singapour. Vingt pourcents des adultes ont un niveau faible d'alphabétisation et de qualification. Le gouvernement veut augmenter de sept cent mille d'ici 2002 le nombre de personnes ayant accès à l'enseignement supérieur.

Partenariat et acteurs

Le travail en partenariat est fortement encouragé. Les agences de régénération (*Wythenshawe Partnership* par exemple) ont été mises en place pour coordonner les projets de régénération urbaine, et mettre en place des partenariats. Les services de la municipalité constituent la plupart des partenaires, mais on observe une implication croissante des associations et du secteur privé.

L'importance d'une approche intégrée

L'éducation (comme la formation) n'ont pas fait l'objet d'un très grand intérêt au Royaume-Uni et n'ont été que très insuffisamment coordonnés avec les actions de régénération. La régénération urbaine s'est concentrée sur les aspects physiques et économiques, comme l'ont montré certaines opérations à Manchester. Si les programmes de régénération physique et économique ont été si faiblement coordonnés avec les programmes d'éducation et de formation, ceci peut s'expliquer par la diversité des sources de financement.

2 Birmingham

Impliquer les parents

À Birmingham, le programme *Saltley and Small Heath SRB* (Single régénération Budget) concentre son activité sur deux projets.

Le projet *Community Development and Learning Through Schools* a pour but de faciliter l'implication des parents dans l'éducation et leur participation à la maison au travail scolaire de leurs enfants. Il est primordial de faire comprendre aux parents l'importance du rôle qu'ils jouent dans le processus éducatif, si l'on souhaite l'amélioration du niveau général d'éducation, celui-ci étant crucial pour le devenir du quartier.

Le projet a contribué à la construction et à l'amélioration des équipements de l'école pour en permettre l'utilisation par les parents. L'objectif est en outre de faciliter les relations entre professeurs, enfants et parents. Ce projet a débouché sur de nombreux résultats positifs dans des domaines variés comme l'aide aux parents, le soutien aux élèves, la formation, l'amélioration des conditions matérielles de l'école et de ses relations avec le quartier, la création d'emplois et le soutien aux associations.

Implication du quartier

Le *University of the First Age Project* qui est une composante du précédent est mené en partenariat entre les écoles, les associations locales et les entreprises. Le but est de prolonger l'enseignement au-delà de la journée scolaire traditionnelle. Des jeunes de 8 à 16 ans peuvent participer à d'autres activités, et ceci selon une méthode reconnaissant que chaque individu a une sensibilité différente et doit développer sa propre manière d'apprendre. Cette initiative encourage «la connaissance tout au long de la vie», renforce l'envie d'étudier et enrichit le niveau d'éducation. À partir d'un partenariat tissé entre les écoles (publiques et complémentaires) et les autres associations locales, le projet a pour but de répondre aux besoins identifiés par la population du quartier.

Les partenaires peuvent accéder à des financements complémentaires, outre le SRB, pour participer à des programmes de formation. Ceci peut permettre de financer des actions lors des vacances scolaires, comme des cours d'été visant à améliorer la lecture et l'écriture des jeunes. Ce projet a eu comme résultat l'implication des entreprises, la mise en place de semaines de formation et la participation des jeunes à des actions bénévoles.

Une approche spécifique des problèmes culturels et économiques des quartiers

Le projet *Parent Partnership Project* a été lancé dans les quartiers de *Sparkbrook, Sparkhill et Tyseley*.

Il prend en compte les problèmes culturels et la situation économique des familles des quartiers :

- un taux de chômage élevé ;
- les contraintes culturelles limitant pour les femmes de certaines communautés l'accès aux formations nécessaires pour intégrer le marché de travail ;
- pour élever le niveau d'éducation des populations d'origine étrangère, il faut qu'elles aient comme interlocuteurs des fonctionnaires issus de même origine qui puissent leur fournir des modèles d'intégration et d'appropriation. Pour ce faire, des changements institutionnels sont nécessaires ;
- il est nécessaire d'engager les parents dans l'éducation de leurs enfants. Mais les parents manquent parfois de confiance et n'ont pas les connaissances suffisantes, ce qui peut rendre difficile cet exercice ;
- il est nécessaire de promouvoir la citoyenneté et la participation des parents et des enfants.

Le projet a été mené par des femmes d'origine étrangère recrutées à cette fin qui ont mis en place une offre de services correspondant aux besoins du quartier, ce qui a eu des résultats très positifs.

De plus, les femmes employées ont été encouragées soit à prendre des postes permanents dans l'éducation ou les services sociaux ou à accéder à des formations d'enseignants par exemple. L'équipe du projet considère cette expérience comme un enrichissement personnel important.

Ce projet a été mis en œuvre avec toutes les écoles primaires et a été mené par un partenariat multiple (écoles, établissements d'enseignement supérieur et formateurs). Il a dépassé les objectifs prévus tant en nombre d'élèves bénéficiaires, que de personnes qualifiées, de semaines de formation, de bâtiments réhabilités, d'emplois créés et de places de crèches.

Des bâtiments ont été réhabilités pour permettre au projet d'être mené à bien. Des liens ont été établis avec d'autres projets de régénération urbaine comme *Telematics, Enhancing the Training Infrastructure, Community Parents, Core Skills, Asian Arts and Cultural Project* et *Training Bursary Project*.

L'évaluation finale du projet a permis de souligner la souplesse d'organisation et d'action dont ont témoigné les femmes du quartier qui y ont participé. Pour réussir, ce genre de projet a besoin d'un fort soutien local et institutionnel. Birmingham mène actuellement un débat sur les moyens de transférer cette expérience et ses résultats positifs dans les autres quartiers aux besoins similaires.

3 Rotterdam

Une approche ciblée pour Delfshaven

L'approche de l'éducation à Delfshaven se base sur l'identification, très tôt, des facteurs de risque et le suivi du développement de l'enfant tout au long de sa « vie éducative ». Dans ce quartier, 50% des enfants ne parlent pas néerlandais chez eux, 89,6% ont besoin d'un suivi éducatif particulier, et 60% intègrent le marché du travail sans qualification. Il s'agit d'une démarche « en amont » : le chef de projet conçoit et discute le programme au niveau local. C'est à ce niveau, que sont définies les priorités.

LES PRIORITÉS SONT AU NOMBRE DE CINQ:

- améliorer la qualité et l'accessibilité à l'école pendant la période pré-scolaire ;
- stimuler l'engagement des parents dans le soutien à l'éducation ;
- scolariser l'école;
- viser l'intégration dans la société (développement personnel et amélioration de l'environnement social);
- promouvoir une école large, ouverte. L'éducation se fait à l'école, à la maison et dans le quartier, via les professeurs, les parents et les amis.

Une approche intégrée de la régénération urbaine à Rotterdam

La régénération urbaine à Rotterdam suit une approche intégrée, où les projets physiques, économiques et sociaux sont liés. Un effort continu tente d'établir des liens entre les projets et les programmes, pour permettre la création de valeur ajoutée. La gestion urbaine se base sur l'interaction entre un grand nombre d'acteurs et leur contribution au projet. Les idées et les initiatives de la population sont (si possible), intégrées aux programmes. L'élaboration du programme pluriannuel *SNA Strategic Neighbourhood Approach* à Delfshaven a été un processus interactif dans lequel les fonctionnaires, les services municipaux, les représentants du quartier, les acteurs économiques, les sociétés de logements et autres acteurs ont joué un rôle actif.

Le *SNA* requiert une coordination générale et des accords permanents sur les politiques mises en œuvre, et le travail des divers services municipaux, au niveau de la ville et du quartier. Dans cette perspective, l'agence de mise en œuvre du projet est présente dans chaque zone *SNA*.

La direction de l'agence travaille en lien étroit avec la mairie de quartier. Elle s'efforce aussi d'impliquer le secteur privé dans le processus de régénération, en créant des partenariats public privé.

4 Bruxelles

Diagnostic de la situation

À Bruxelles, la situation de l'éducation dans les quartiers défavorisés pourrait être résumée en trois points :

- décrochage scolaire ;
- faible taux de scolarité ;
- inadéquation entre les qualifications de la majorité des chômeurs et les besoins des entreprises.

La discrimination positive : les zones d'éducation prioritaire

L'approche se base sur la « discrimination positive » dans les établissements scolaires francophones ciblés selon les critères suivants : état de l'habitat, niveau des revenus, niveau d'éducation, taux de chômage, nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, pourcentage de population étrangère et nombre d'élèves en retard scolaire. Les établissements éligibles bénéficient d'un financement supplémentaire pour la mise en œuvre d'actions visant à favoriser l'égalité des chances. Cette mesure de discrimination positive est fondée sur une législation qui garantit sa pérennité.

LES ACTIONS PORTENT SUR :

• Les moyens humains :

réduction de la taille des classes, mise en œuvre d'une pédagogie différenciée, création de classes d'adaptation, offre de formation spécifique pour les enseignants, réhabilitation des locaux et de leurs abords.

• Les moyens matériels :

création d'espaces de rencontre, construction de médiathèques, de bibliothèques, fourniture de matériel didactique et informatique, aménagement des locaux et organisation d'activités culturelles et sportives.

La médiation scolaire

Un processus de médiation scolaire visant à prévenir le décrochage scolaire et la violence ainsi qu'à favoriser ou rétablir le climat de confiance a été institutionnalisé en 1998.

5 Valenciennes

Contexte du projet

À Valenciennes, les objectifs sont affichés dans le cadre du Contrat de plan État-Région 2000-2006, avec le *Phasing-Out* des Fonds structurels européens en cours de discussion. Une des principales volontés affichée est d'agir « pour la réussite scolaire et l'égalité des chances ».

STRATÉGIE LOCALE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION DÉCLINÉE SELON DEUX ÉCHELLES :

- sur le Valenciennois :**
- Adaptation des formations au marché de l'emploi local et anticipation des besoins dans le bassin d'emploi ;
 - Développement de l'Université du Hainaut-Cambrésis, élément fédérateur du sud du département.
- sur la ville :**
- le projet éducatif local.

Les observations locales

Le projet éducatif concerne la ville. Ce projet est une réflexion sur l'éducation comme un moyen d'accès aux connaissances, mais aussi à la société.

LE PROJET ÉDUCATIF LOCAL S'ÉLABORE SUR LA BASE D'UN TRIPLE CONSTAT :

- 1 Il existe une multitude d'actions et de dispositifs éducatifs mis en place, soit par les services de la ville, soit par un tissu éducatif très actif. Il n'y a pas d'articulation entre ces interventions, d'où une cohérence très approximative du système. Cela occasionne une mauvaise lisibilité des actions qui sont quelquefois redondantes et une dispersion des financements.
- 2 La discrimination positive des quartiers permet de stabiliser voire d'améliorer la situation des populations de quartiers en difficulté. Cependant, les autres quartiers, qui ne bénéficient pas de ces dispositifs spécifiques, nécessiteraient parfois des interventions similaires.
- 3 Malgré les actions déjà mises en place, le niveau scolaire continue à baisser sur un bon nombre de quartiers.

Projet d'éducation local

La ville, en 2000, met en place une politique forte en matière d'éducation des enfants et des adolescents de 2 à 16 ans : cela constitue une des priorités de la ville. Une réflexion est engagée sur un Projet éducatif local, avec pour but la clarification et une meilleure articulation de tous les dispositifs en matière d'éducation. Ce projet vise à intégrer les actions dans une démarche globale, prenant en compte la globalité des temps de l'enfant et de l'adolescent : le temps scolaire, le temps périscolaire (matin, pause méridienne, et soir) et le temps extrascolaire (mercredi, vacances scolaires). L'accent est mis essentiellement sur les temps péri et extra scolaires. Un partenariat est d'ores et déjà mis en place avec les différentes administrations : Éducation nationale, Jeunesse et Sports, Culture, Politique de la ville, ainsi qu'avec la CAF (Caisse d'Allocations Familiales).

La Ville a également participé au développement des formations qualifiantes (initiale, supérieure ou professionnelle) :

- La mise en place d'un partenariat fort entre l'université et le monde industriel ;
- Un fort potentiel des écoles de la Chambre de Commerce et d'Industrie, orientée vers une formation opérationnelle ;
- La production foncière, la construction de locaux à destination d'écoles ou de l'université, et la construction de logements étudiants.
- Les projets prévus se déclinent en sept objectifs :
- Favoriser la réussite scolaire pour tous, prévenir l'échec scolaire et lutter contre les inégalités d'accès aux savoirs ;
- Favoriser la responsabilité des parents dans l'éducation des enfants ;
- Organiser de façon équilibrée et harmonieuse la journée de l'enfant ;
- Favoriser la découverte et la pratique d'activités sportives et culturelles ;
- Faire des temps de loisirs un véritable espace éducatif ;
- Favoriser l'apprentissage de la citoyenneté ;
- Lutter contre l'insécurité et prévenir la délinquance des mineurs.

D'autres actions, pendant la période scolaire, vont être mises en oeuvre ; les interventions dans les écoles privées, le sport, le patrimoine, les activités culturelles (théâtre, musique...). En période de vacances, les actions peuvent être : des séjours linguistiques, du ski, des vacances à la campagne, la construction de la Chambre des livres et des jeunes, des sessions de contes, des visites de musées...

6 Lille-Métropole **Roubaix— Tourcoing — Lille**

Les villes de la métropole lilloise ont élaboré différents types d'intervention éducative dans les quartiers défavorisés.

À Roubaix différents projets sont mis en œuvre.

Roubaix

AMÉLIORER L'ACCÈS DES ÉLÈVES PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉSCOLARISATION

Il s'agit de la préscolarisation des enfants de deux ans par le développement de classes passerelles dans les quartiers de Roubaix. L'objectif est de préparer les enfants et les familles à la séparation et à l'intégration scolaire.

La ville fait le lien entre les partenaires (écoles, centres sociaux, parents, éducateurs spécialisés, Éducation nationale, CAF...). Aujourd'hui, six classes passerelles existent sur la ville, elles seront dix d'ici la rentrée de septembre 2000.

FACILITER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE

À Roubaix, il y a plus de demandes de placement en établissement spécialisé que de places disponibles. A partir d'un dispositif d'intervention dit DIRE, chaque année, vingt élèves, pour lesquels aucune place n'est disponible dans les centres d'éducation spécialisée, sont accueillis dans le cadre de l'école. Le dispositif mobilise à la fois des personnels de l'Éducation nationale mais également des intervenants médicaux et sociaux.

INTÉGRER LES ASPECTS SOCIAUX

Le projet *Espace Intermédiaire* prend en compte les situations de décrochage de certains élèves, non seulement avec le système éducatif, mais aussi avec leur environnement, notamment familial.

L' *Espace Intermédiaire* de Roubaix accueille chaque année quinze élèves. Le travail de remédiation se fait en lien avec la famille. Le taux moyen de réintégration dans le système éducatif avoisine 80%, sachant qu'une solution est trouvée par les partenaires du dispositif pour ceux pour qui la réintégration n'est pas possible. Une cinquantaine de partenaires (éducateurs, assistantes sociales, plasticiens, éducateurs sportifs, intervenants de la justice...) sont impliqués dans ce projet.

INTÉGRER LES ASPECTS CULTURELS

Le programme vise à l'ouverture culturelle dans les lycées professionnels grâce à l'acquisition de matériel et la relation avec le monde artistique. Un des projets a consisté en la réalisation d'un reportage-fiction par cinq jeunes en situation de refus scolaire. Il s'agissait de montrer l'image qu'ils ont de leur établissement et de leur quartier. Les élèves ont repris leur cursus scolaire et ont réalisé un document de qualité qui ouvre un débat sur l'orientation scolaire, la place des jeunes et leur expression dans la cité et dans l'établissement. Il est prévu une exploitation de cette vidéo dans les autres lycées professionnels de la région.

COORDINATION DE L'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE

Depuis plusieurs années, se sont mises en place des actions d'accompagnement scolaire (aide aux devoirs, ateliers d'éveil, aide méthodologique...). Ces permanences sont encadrées par des bénévoles ou des jeunes étudiants vacataires. Ils évaluent conjointement les interventions complémentaires à réaliser dans le cadre de la permanence de quartier ou dans le cadre des cours assurés dans le Collège.

**Dans le cadre
de son Projet
éducatif local,
Tourcoing
a développé
des expériences
originales
en terme d'intérêt
pédagogique et
de partenariat**

Tourcoing

L'ACCENT SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

La ville, partenaire privilégiée de cette évolution, a mis en place un programme d'équipements multimédias sur 24 groupes scolaires, répartis sur l'ensemble de la commune. D'ici deux ans, tous les enfants et enseignants auront accès à de nouveaux supports de connaissance, de création et de communication.

LA PROMOTION DE LA LECTURE

L'objectif est de favoriser la maîtrise de la langue et l'ouverture sur le monde. Expérience fortement ancrée depuis plus de 10 ans dans la politique éducative de la ville, la promotion de la lecture s'appuie à la fois sur l'implication de structures ressources bien identifiées, sur un réseau d'enseignants, de professionnels et de bénévoles.

Des actions thématiques sont proposées chaque année afin de redynamiser le travail. Cette initiative a porté ses fruits : projet 1999/2000 « Les espaces de l'écriture ou le livre dans tous ses états ».

LE TEMPS EXTRA-SCOLAIRE

C'est un aménagement local global du temps de l'enfant, destiné à favoriser son épanouissement personnel.

L'objectif est de sensibiliser les enfants à différentes activités, sportives, culturelles ou artistiques, pendant et en dehors du temps scolaire et en relation avec les associations locales. Les écoliers sont encadrés par des animateurs diplômés ayant un contact habituel avec les enfants. Le service et les transports sont totalement gratuits.

EN PRÉFIGURATION DES CLASSES DE VILLE

Le projet « La Ville, l'espace de la quotidienneté et de la citoyenneté » a pour objectif de permettre aux écoles de s'inscrire dans une dynamique d'expérimentation et d'apprentissage autour de la thématique de la ville (à travers l'histoire, la lecture, l'imagination, la citoyenneté, les traditions...).

Un grand nombre de partenaires sont impliqués ainsi que différentes activités (l'exposition des travaux, la réalisation par les enfants d'un numéro du bulletin municipal...).

Lille

UN DISPOSITIF LOCAL CIBLÉ

À Lille, il existe le dispositif ARVEJ (Aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes), dispositif ciblé sur les quartiers défavorisés. On se propose ici de décrire l'expérience du quartier de Moulins.

Le projet consiste principalement à définir un « emploi du temps » pour les élèves, contenant les disciplines scolaires ainsi que les activités à développer en dehors du temps scolaire.

L'enfant pourra choisir un « Passeport Loisirs » de six activités couvrant trois domaines : le sport, la culture et les loisirs. Ces activités, en dehors du temps scolaire, seront aménagées afin de prendre en compte les rythmes de vie de l'enfant. Le Passeport fonctionne sept semaines entre chaque période de congés scolaires. Le nombre d'enfants concernés est de 368. Cette expérience est menée en partenariat avec les services de la ville, la Caisse des Écoles et des associations du quartier de Moulins.

LES OBJECTIFS SONT :

- ouvrir les enfants à des activités nouvelles (culturelles, artistiques, sportives...);
- développer leur citoyenneté ;
- améliorer leur réussite scolaire

Les premiers résultats sont très positifs :

- nette amélioration des résultats scolaires des enfants, dépassant largement la progression habituelle ;
- meilleure connaissance du quartier et de ses structures par les enfants ;
- meilleure sociabilité des enfants (entre eux et vis à vis de leurs encadrant) et respect des équipements ;
- ouverture à des activités nouvelles ;
- établissement d'un lien fort et permanent avec les familles .

Les problèmes principaux sont:

- le coût financier d'un tel projet (1 500 000 FF par an) ;
- la nécessité de multiplier les équipements, car très rapidement il y a eu « sur booking » des structures existantes.

Les différents projets montrent qu'il est possible à travers l'expérimentation locale de trouver des adaptations pour le système éducatif. Il est très important de reconnaître, au regard des résultats des projets, le droit de l'expérimentation au niveau local. La « Politique de la ville » est considérée comme l'encadrement juste.

Conclusions

- Il est important d'adopter une *approche intégrée* dans les projets. Ils doivent être capables de lier l'éducation avec les autres éléments de la régénération urbaine :

- avec la *dimension physique* :

le projet doit chercher à ouvrir les écoles sur leur environnement pour s'intégrer dans le quartier, aider à l'implication des parents ;

- avec la *dimension sociale* :

les projets doivent prendre en compte les aspects sociaux de chaque quartier. L'approche sera ainsi ciblée sur les problèmes spécifiques au quartier (niveau scolaire, chômage, criminalité, santé...);

- avec la *dimension économique* :

l'un des objectifs majeurs des projets d'éducation est d'éviter l'échec scolaire, c'est à dire la tendance à abandonner l'école avant d'avoir les qualifications suffisantes pour rentrer sur le marché de travail.

Les différents projets développés dans les villes montrent qu'il existe, en général, un manque de coordination et de liens avec les autres projets de la régénération urbaine. Une des raisons est peut-être la trop faible importance accordée jusqu'à présent à l'éducation dans la régénération urbaine.

- Les différents projets montrent qu'il est possible d'adapter le système éducatif grâce à l'expérimentation locale. Il est très important de donner la possibilité d'action au *niveau local* car il permet la mise en évidence des besoins spécifiques à chaque territoire. La mise en œuvre des actions à ce niveau peut faciliter la coordination entre les acteurs et les partenaires ainsi qu'entre les différents projets lancés sur le quartier.

- *Promouvoir le partenariat* est un des objectifs clés des projets. L'importance d'un partenariat public privé, ainsi que la participation des différentes associations et autres structures bénévoles doivent être soulignées.

- La nécessité de baser les projets sur des *ressources humaines* : importance des parents, des professeurs, des assistants sociaux et des bénévoles. Ce genre de projets concernent plusieurs types d'actions. Tous ces acteurs ont donc un rôle à jouer.

- L'éducation est un *processus d'apprentissage pour toute la vie*. Ce concept souligne l'importance, pour les enfants et les jeunes, de pouvoir accéder aux connaissances de base, mais aussi de pouvoir s'intégrer dans la société par la participation à des activités différentes qui vont enrichir leur développement.

- L'importance de la *coordination des projets et des financements*. Le manque d'une telle coordination entre les projets peut provoquer une certaine confusion dans leur mise en œuvre. De plus, l'éducation est un processus de long terme. Elle doit s'inscrire dans une certaine continuité, ce qui demande de mobiliser des financements sur le long terme. Or bien souvent l'intérêt politique se porte davantage sur les projets physiques et économiques qui sont, eux, plus « visibles » et plus courts dans leur réalisation.



Terry Martin, Marie Fallon et Thierry Baert

3. Atelier formation

Projet de Doorstrom

Présentation de Mies Van Marrewijk

Dans cet atelier, la formation a été abordée suivant les trois questions choisies en séance plénière. Ces questions ont permis de partager les expériences menées par les villes en termes de projets et de stratégies.

OBJECTIF DU PROJET

L'objectif principal consiste à motiver et orienter les chômeurs de longue durée vers de nouvelles perspectives d'emploi. Les personnes concernées par ce programme souffrent de nombreux handicaps et appartiennent souvent à un « environnement passif » qui rend difficile leur (ré)intégration sur le marché du travail.

Les chômeurs s'inscrivent de façon volontaire. On distingue quatre niveaux d'intervention qui regroupent, pour l'ensemble, 1 000 volontaires. Ils sont formés pour des métiers du secteur social. On s'attachera ici à décrire le dernier groupe qui correspond aux chômeurs de longue durée et aux personnes en situation sociale très difficile.

Le gouvernement subventionne le programme durant un an ; il verse 1500 florins par personne. Aujourd'hui 30 personnes sont impliquées dans le programme mené dans le secteur privé. Il est trop tôt pour en évaluer les résultats. Pour lors quatre personnes ont trouvé un emploi.

LE FONCTIONNEMENT

Cette organisation correspond à un processus continu d'entrées et de sortie de gens. Doorstrom propose aux volontaires des emplois dans le secteur social. Ce qui leur permet d'être prêts pour intégrer le marché du travail.

Le processus se présente comme suit :

travail social (garde des enfants...)	chômage activation sociale (volontaires)	conseiller s d'orientation
=	=	=
travail subventionné + (ré)intégration dans la société	travail subventionné + formation	travail



Michel Breton, Laurence Rayane, Andy Nelson, Guy Lalin et Gildas Le Saux.

UNE APPROCHE « SUR MESURE »

L'orientation à l'emploi suit une approche personnelle. Des entretiens individuels, permettent à la fois de connaître les qualifications (susceptibles de correspondre à un emploi), et d'identifier les besoins personnels (linguistiques notamment) de chaque individu. Cette approche est continue : chaque personne est suivie du début à la fin du processus.

DES PROBLÈMES PERSISTENT

Les salaires de ces emplois sont parfois inférieurs aux indemnités de chômage. Comment maintenir les gens motivés, lorsque le processus peut être long et lent (maîtriser le néerlandais par exemple).

La formation

Définition de la formation

Deux grands aspects de la formation ont été soulignés :

- la formation doit être considérée comme un processus permanent visant à rendre chacun prêt à être employé et/ou à garder son emploi, à garantir une remise à jour des connaissances requises pour s'adapter aux nouveaux besoins du marché du travail. La formation doit aussi développer le sentiment d'appartenance à la société. Les débats ont concerné les expériences de lutte contre le chômage de longue durée (plus d'un an), car c'est dans ce cas que le dysfonctionnement entre les qualifications et les besoins du marché du travail est le plus grand. Une longue période d'inactivité peut amener aussi un manque de motivation.

CHAQUE VILLE A AJOUTÉ DES COMMENTAIRES SUR CETTE PREMIÈRE DÉFINITION.

Birmingham

mais aussi...la formation est un moyen de maintenir les gens actifs dans la société, d'obtenir un emploi, d'augmenter les connaissances...

Manchester

mais aussi ...la formation participe au développement personnel ou «capacity building». Le développement de la communication, l'alphabétisation et l'accès à des qualifications clés contribuent à trouver un emploi autant qu'à augmenter la confiance en soi, laquelle est nécessaire pour s'insérer dans la société.

Bruxelles

mais aussi...la formation concerne autant les travailleurs qualifiés que les non qualifiés. L'objectif principal est de trouver un emploi.

Lille

la formation concerne aussi l'emploi à haute qualification.

Valenciennes

parfois l'offre du marché du travail ne suffit pas à absorber la demande d'emploi, nécessitant alors l'intervention publique sous forme d'emplois subventionnés.

Rotterdam

le secteur privé doit être impliqué dans le processus de formation afin que les formations ciblent au mieux le marché du travail.

PROCESSUS DE FORMATION

Dans cet atelier, la formation a été considérée comme un processus visant les chômeurs de longue durée confrontés à des problèmes personnels et d'insertion sociale.

1 Développement personnel

Questions sociales

(santé psychologique, toxicomanie...)

2 Accès à l'emploi

Questions « emploi »

(augmenter les connaissances techniques, améliorer le niveau linguistique...)

La formation et l'intégration sociale et culturelle (capacity building)

La participation des habitants (enfants, parents, professeurs, associations, etc.) est nécessaire à la définition des programmes, afin qu'ils répondent aux besoins du quartier. Mais les projets doivent être mis en œuvre selon un processus à double sens (« *bottom-up* », « *top-down* »). Pour cela, une approche souple entre les gens, les associations, les autorités... est nécessaire.

RELATION AVEC LA DIMENSION SOCIALE

Birmingham et Manchester ont souligné la nécessaire adéquation entre qualifications et besoins du marché du travail. Mais le processus de formation devrait prendre en compte le fait que les chômeurs des quartiers défavorisés ont des problèmes de qualification, mais aussi des problèmes personnels et sociaux (mauvaises conditions de logement, alcoolisme, etc.). Le lien entre la formation et la santé est ainsi important. Les handicaps dont souffrent les gens (drogue, alcoolisme, problèmes psychologiques...) doivent être considérés comme des éléments du processus de formation.

RELATION AVEC LA DIMENSION CULTURELLE

À **Paris**, une initiative a eu des résultats très positifs. Un groupe de femmes d'origine étrangère assure l'interface (traduction et médiation) entre les médecins et les patientes étrangères ou d'origine étrangère. Il ne s'agit pas d'une simple traduction, mais d'une véritable « traduction culturelle ».

En **Angleterre**, un projet lié au sport à l'école s'est développé. De jeunes chômeurs issus des quartiers défavorisés ont suivi un programme de formation pour devenir professeurs de sport. Ce projet a non seulement permis à ces jeunes de trouver un emploi, mais aussi d'être des modèles à suivre par les élèves. Si les différents problèmes sociaux qui existent dans le quartier ne sont pas pris en compte, le programme de formation ne sera pas un succès. La formation doit intégrer l'assistance psychologique, les services médicaux, l'assistance sociale, etc.

LA DURÉE DES PROJETS

L'un des problèmes principaux de ce genre de programmes de formation est la nécessité d'une mise en œuvre sur le long terme. Le temps nécessaire aux projets ne correspond pas à la période de disponibilité des financements. Des programmes sont fréquemment mis en place pour un an. Quand le projet est défini, l'équipe constituée, et l'infrastructure créée, les financements ne sont pas reconduits. Cela peut s'expliquer par le manque d'évaluation des programmes. Pour que les projets soient efficaces, il est fondamental de leur donner le temps nécessaire.

PROBLÈMES D'ÉVALUATION ET DE COORDINATION

À **Bruxelles**, les projets liés à la formation des personnes fragilisées sur le marché du travail s'inscrivent dans un « dispositif d'insertion socioprofessionnelle ». Ce dispositif est basé sur la contractualisation entre les organismes régionaux concernés et les associations locales, ainsi que sur des mécanismes de coordination entre les acteurs. Il vise à offrir un parcours d'insertion socioprofessionnelle adapté aux besoins et aux capacités de chaque candidat.

Deux problèmes ont été soulevés :

Le 1^{er} concerne l'évaluation des projets. Le nombre d'emplois créés est un indicateur, mais il existe d'autres aspects qui doivent être pris en compte sur le plan de l'insertion, comme l'impact socio-psychologique par exemple.

Le 2^e concerne les difficultés de coordination administrative. Les fonds proviennent de divers organismes et programmes, créant ainsi une certaine confusion sur le plan administratif. Le nombre d'acteurs du dispositif (une centaine) n'y est pas étrangère.

ÊTRE PRÊT À TRAVAILLER

À **Valenciennes, comme à Lille**, le « Plan Local d'Insertion » a pour principal objectif la formation des habitants des quartiers défavorisés. Ce plan prend en compte les difficultés spécifiques de chaque quartier et de chaque personne. Le partenariat se compose du secteur public, du secteur privé et des associations. Valenciennes a aussi mis en place la « MOUS » (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale). Cette association fait de l'accompagnement social quotidien aux familles (notamment lutte contre l'alcoolisme) pour tenter de les réinsérer dans la société. L'idée est aussi de motiver les gens par de l'activité, même non marchande. Parfois, des personnes, celles notamment en extrême difficulté, suivent des programmes en dehors du quartier et de la ville.

À VALENCIENNES, L'ACCENT EST MIS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La ville fait face à la fuite des meilleurs éléments vers les villes voisines (Lille), ce qui se traduit par une faible main d'œuvre qualifiée. L'idée a été de développer l'université dans la ville pour permettre de maintenir les gens qualifiés à Valenciennes et de faciliter l'accès des habitants à l'enseignement supérieur. La création de l'université s'est accompagné d'un fort développement du marché immobilier en termes de logement (pour les étudiants) et de locaux (les associations les centres de recherche, etc.).

Acteurs et partenariat

Trois ponts ont été soulignés : le partenariat public privé, la nécessaire reconnaissance du secteur associatif comme médiateur entre les organismes impliqués dans le projet, le quartier et l'importance de l'engagement social des grandes entreprises privées.

Être prêt à travailler



Objectif public

privé ◀ EMPLOI ▶ public

COORDINATION ET COOPÉRATION

Rotterdam a souligné le besoin de communication entre acteurs des différents projets. Pour éviter une concurrence entre des projets qui ont, à bien des égards, des objectifs similaires, coopération et coordination sont nécessaires.

DE NOUVELLES ACTIVITÉS

Valenciennes a souligné l'importance de la création de nouvelles activités hors de l'économie marchande, afin d'éviter la concurrence avec les entreprises existantes. Ces nouvelles activités répondent à certains besoins ; nettoyage, travaux manuels, services spécifiques, etc.

À **Birmingham**, les projets qui proposent des services aux particuliers ont connu un succès certain. Mais ces emplois subventionnés ne doivent pas se substituer aux emplois créés par les entreprises.

À **Lille**, la fondation FACE (Fondation agir contre l'exclusion) essaie de développer l'emploi à partir de nouvelles activités qui n'existent pas sur le marché. Par exemple, les « Boutiques des services » situés à proximité des grands pôles d'emploi (Décathlon, l'Hôpital Dron) proposent aux employés des services à la personne.

AMÉLIORER LES RELATIONS ENTRE LES ENTREPRISES ET LE QUARTIER

À **Birmingham** *Business in the Community* a pour objectif de maintenir les entreprises dans les quartiers en difficulté. Les problèmes d'insécurité et de propreté poussent les entreprises à quitter le quartier. L'initiative cherche à améliorer les relations entre l'entreprise et la population, et à créer de nouveaux services qui serviront autant à l'entreprise qu'aux résidents.

Dans l'ensemble des villes, le secteur privé est prêt à participer mais, à **Bruxelles**, il n'existe généralement pas une véritable communication avec le secteur privé qui ne fait pas confiance à ce genre de projets. Quel peut être l'intérêt du secteur privé de s'impliquer dans ce genre de projets ? Leur participation peut être motivée par l'aide financière de l'Etat, les préoccupations sociales et par leur souci de communication.

NÉCESSITÉ DES FINANCEMENTS

Manchester et Rotterdam soulignent le manque de moyens investis dans ce genre de projets, ainsi que le besoin d'une participation des financements de l'Union européenne et ce de façon intégrée. Le manque de moyens rend difficile la mise en œuvre des projets. Comment mettre en pratique l'idée si les instruments précis n'existent pas ou sont insuffisants ? Augmenter les ressources pourrait permettre une meilleure flexibilité et une approche plus ciblée. Les projets doivent cependant être définis d'une façon plus stricte, afin d'éviter la dispersion des moyens.

Conclusions

- *Le chômage de longue durée*

touche principalement les gens qui habitent dans les quartiers défavorisés. Les projets de formation ont pour objectif de les rendre prêts à travailler.

Les chômeurs de longue durée ne souffrent pas seulement d'un manque de qualification, mais aussi de problèmes personnels. La formation doit alors viser l'intégration sociale et culturelle. Les programmes doivent chercher à répondre aux attentes personnelles.

Ceci souligne :

- la relation entre formation et insertion culturelle et sociale ;
- l'importance de projets sur mesure pouvant prendre en compte la dimension personnelle des besoins de formation.

- L'un des principaux enjeux de ce genre de projets réside dans la durée. Il s'agit de promouvoir *la continuité* des moyens pour rendre efficace leur mise en œuvre et parvenir à combler le fossé existant entre offre et demande d'emploi. Cette nécessité renforce le lien entre formation et développement économique.

- Il existe souvent *une dispersion des projets et des financements*. Il est nécessaire de promouvoir une meilleure coordination afin de rendre à l'action sa cohérence.

- Dans certains cas, l'offre du marché du travail n'est pas suffisante pour absorber la forte demande d'emplois. Un élément important peut être la *création d'activités non marchandes*, afin de permettre la réinsertion des chômeurs de longue durée.

- La participation du *secteur public et du secteur privé* dans les projets de formation est cruciale. Les *associations* doivent jouer un rôle de médiation entre les chômeurs et les secteurs publics et privés et participer activement au processus de formation et de réinsertion.

Les projets ont besoin d'une connexion entre tous les acteurs (institutions, associations, quartier, etc.). À cet égard, les projets doivent faire preuve d'une certaine *souplesse* dans leur mise en œuvre.

- *Fonds européens et rôle de l'Europe*

La cohésion sociale est un élément constitutif de la régénération urbaine. Les financements sont nécessaires pour soutenir les programmes sociaux comme la formation. Mais il existe une contradiction entre l'approche innovante et la pratique. La question de la relation entre les Fonds régionaux (FEDER) et les Fonds sociaux (FSE) est très importante si l'on veut rendre les programmes efficaces.

4. Visites locales

1 Assistants de sécurité

La création d'emploi

Au mois de septembre de 1997, les premiers postes d'assistant de sécurité dans le quartier *Groote Visserijstraat* ont été créés. Leur mission principale : l'observation et la réalisation de rapport. Au bout d'un an, les assistants de sécurité ont commencé à travailler pour les entreprises privées, entre autres. Les habitants du quartier et les assistants de sécurité sont enthousiastes. Grâce à cette méthode de surveillance le mécontentement de certains habitants (surtout vis-à-vis de la présence des toxicomanes dans la rue) a fortement diminué.

La façon de travailler

Chaque jour, après avoir obtenu par la police des informations sur l'état du quartier, les assistants de sécurité se promènent dans les rues, au moins pendant six heures.

Au cours de la journée ils prennent des notes, allant de l'état du trottoir à la surveillance des voitures suspectes. À la fin de la journée, ce rapport quotidien est faxé aux autorités concernées. De cette façon, les travaux publics, par exemple, peuvent intervenir dès le lendemain et re-fixer le pavé manquant. Une fois par semaine, les problèmes répertoriés par les assistants de sécurité sont discutés en réunion avec les habitants du quartier, les associations de logement et le département sanitaire du *Roteb*.

Des bons résultats

Après quelques mois le travail des assistants de sécurité s'est avéré être un succès. Ils ont trouvé de nombreuses voitures volées. Ils ont réussi à faire en sorte que l'immeuble *Gijssin* soit propre en surveillant la zone régulièrement. Au début ils trouvent parfois des articles volés, mais c'est aussi grâce à leurs notes que la police a été capable d'arrêter des toxicomanes surpris en train de faire «dealers» dans les voitures.

La présence comme prévention

Un assistant social n'a pas la même autorité qu'un officier de police, mais au travers des assistants de sécurité les habitants du quartier ont eu des contacts avec la police.

La police détermine en fonction de la zone du quartier quel type d'aide est nécessaire.

Les assistants de sécurité sont là comme agents de prévention, ils sont visibles et clairement identifiables.

Les alentours bénéficient également de la présence des assistants de sécurité. Dans ce cas, ils développent des actions simples, mais importantes comme collecter des seringues dans un container ou ramasser des poubelles en dehors des jours de ramassage habituels. Ces actions contribuent à l'amélioration de la qualité de vie du quartier.

2 Top Score *vers la réinsertion des toxicomanes*

L'organisation

Top Score est une fondation indépendante avec la mission d'organiser et d'aider à la recherche d'emploi des gens sans domicile et les chômeurs de longue durée (en particulier des toxicomanes).

Les projets de travail sont acceptés après discussion et approbation de l'équipe d'encadrement de la Fondation. Pendant leurs activités, les employés sont assurés par une collectivité tripartite et une assurance civile avec la *Municipal Insurance Fund*.

Top Score reçoit une subvention annuelle des Services Sociaux et du Département d'Emploi de la ville de Rotterdam qui couvre les coûts d'organisation. L'équipe de la Fondation établit un rapport annuel sur les résultats obtenus en termes de nombre d'emplois créés, rédige la situation des travailleurs employés, à l'attention des financeurs. Au regard des objectifs de la Fondation et de sa taille limitée, le département des taxes pratique l'exonération des impôts (taxes sur la TVA, sur les sociétés et sur les salaires).

Objectifs

Ce projet ne fait pas la concurrence aux agences d'emploi, mais se focalise sur l'emploi de court terme, spécialement pour les toxicomanes qui sont difficiles à placer. Ce groupe de gens ont de faibles possibilités de rentrer sur le marché du travail. Pour eux, le travail signifie : être capable de participer de nouveau de façon active à la société.

Le travail est axé au maximum sur les capacités et intérêts personnel. Les employés ont la possibilité d'augmenter son estime et reconnaissance. L'objectif final est d'avoir la possibilité de rentrer sur le marché du travail.

L'organisation et la supervision du travail est de la responsabilité de la Fondation. En plus de l'offre d'emploi, la Fondation offre : la gestion du budget, joue un rôle de médiateur dans la recherche du logement, propose du travail (social) ainsi qu'un suivi et une assistance. *Top Score* maintient des relations étroites avec beaucoup d'organisations dans le domaine des soins et des traitements apportés aux toxicomanes.

Projets d'emploi

Le travail est réalisé sur une base de contrat par un prix fixe par employé, par jour et par travailleur. La journée de travail commence en général à 9 h du matin et finit à 4 h de l'après midi. À partir des règles s'appliquant aux aides aux chômeurs, chaque individu ne peut pas être employé plus de 24 jours par an. Le travail se fait par groupes qui sont facilement reconnaissables par leurs vêtements.

Exemples de projets d'emploi

Balayage des rues, jardinage, distribution des prospectus, transport de vélos, service du courrier, emballage des colis, aides aux travaux pour la communauté, nettoyage des zones privées ou industrialisées, réparation des maisons abandonnées, emballage...

5. Observations du séminaire

Présentation de Marco van Hoek et Laura Capel

Introduction

rapporteurs du séminaire.
Université Érasme de Rotterdam

Les villes sont à nouveau des pôles de développement économique. Ce retour de l'urbain peut s'expliquer par deux changements fondamentaux, d'une part l'internationalisation de l'économie et d'autre part l'évolution vers une société basée sur l'information et les services. Car ces deux processus peuvent mieux se développer dans les villes où interagissent les dimensions économique, sociale et culturelle. Dans ce contexte, la régénération urbaine a cherché à reconstruire la structure économique et spatiale des villes, afin qu'elles trouvent leur place dans la nouvelle économie mondiale.

Bien que la régénération urbaine semble avoir réussi dans ce domaine, dans la plupart des villes d'Europe la nouvelle prospérité ne s'est pas accompagnée de la résolution des problèmes sociaux, tels que marginalisation et pauvreté. Ces problèmes se sont même parfois aggravés sous l'effet du renouveau économique des villes. Nombre de villes deviennent des villes de services et par conséquent la demande de travail peu ou pas qualifié, essentiellement concentré dans le secteur industriel, a diminué. Certaines catégories sont particulièrement touchées (jeunes, population d'origine étrangère) et elles se concentrent dans les quartiers défavorisés des villes.

Aujourd'hui on peut dire que les villes connaissent à la fois la reprise économique et le déclin. La question est de savoir dans quelle mesure ces deux processus opposés peuvent conduire à l'émergence d'une ville à deux vitesses (à la fois au niveau social et physique) et à un délitement de la cohésion sociale au sein de la ville. Il s'agit de comprendre comment ceci peut concrètement être évité et quel rôle peut jouer la régénération urbaine dans la cohésion sociale.

Cohésion sociale

Le concept de cohésion sociale est difficile à définir et à mesurer, car sa définition n'est pas universelle et peut varier considérablement d'une interprétation à l'autre (Hirschfield and Bowers, 1997). Néanmoins, en considérant les différentes définitions (European Foundation, 1998 ; Hirschfield and Bower, 1997 ; Dictionnaire des Sciences Sociales) on peut mettre en évidence une signification commune : la cohésion sociale fait référence à une situation où la société présente un équilibre entre tous les groupes qui la composent, et où tous partagent des intérêts communs et ont un sens de citoyenneté. Dans ce sens, la cohésion sociale a aussi une signification spatiale car elle agit dans des limites spatiales : comme le pays, la ville, le quartier...

La définition de la cohésion sociale entre dans le cadre de trois dimensions : économique, sociale et physique. La dimension économique fait référence à la construction d'une société où tous les citoyens auraient accès aux ressources économiques, comme l'emploi ou la richesse. La dimension sociale fait référence à une société où tous les citoyens doivent avoir accès aux activités civiles et aux services sociaux, comme l'éducation et les loisirs. Enfin, la dimension physique fait référence à l'espace où les autres dimensions se développent, dimensions qui doivent être similaires pour la totalité des groupes de la société (par exemple, l'égalité d'accès au logement et aux espaces publics). En considérant la définition précédente, l'objectif est de savoir comment la régénération urbaine peut contribuer à un équilibre entre les trois dimensions qui composent la cohésion sociale dans la ville.

Pour arriver à cette équilibre, le premier pas sera de décrire quels sont les problèmes qui ne permettent pas la cohésion sociale dans les villes. Reconnaître la concentration de ces problèmes n'est pas nouveau. Au début du XX^e siècle, l'École de Sociologie de Chicago a développé un cadre théorique permettant d'analyser la ville et les processus sociaux que s'y développent. Ce cadre appelé «l'écologie humaine», s'est basé sur l'étude des communautés urbaines en général et plus particulièrement des ghettos, soulignant des problèmes comme la criminalité, la rupture des relations sociales dans les villes et l'immigration.

Ces effets montrent que les villes sont (et ont été) à la fois des espaces d'opportunité mais aussi des problèmes. Les approches les plus récentes de la régénération urbaine prennent en compte l'interaction entre les différentes causes des problèmes (le chômage, la création des ghettos, la pauvreté, etc. La Fondation européenne (1998) reconnaît deux composantes à ces problèmes : la multiplicité des causes et la concentration des problèmes, en particulier dans certains quartiers, ainsi qu'au sein de certains groupes sociaux.

En général, il est dit que des groupes spécifiques de la société urbaine font face à des multiples problèmes dans certaines zones urbaines. Cet effet peut être mieux compris par le concept de la «pauvreté multiple» («multiple deprivation») qui inclut les trois dimensions : **économique, sociale et physique**.

« Pauvreté multiple » et exclusion sociale

Selon Townsend (1993) la pauvreté («*deprivation*») est «un état observable qui montre la relation avec la communauté ou la société à laquelle un individu, une famille ou un groupe appartient». Townsend distingue deux formes de pauvreté : la pauvreté matérielle et la pauvreté sociale. Dans le premier cas, les personnes manquent des biens matériels de la vie moderne tandis que la pauvreté sociale fait référence à la «non participation» des populations à des éléments qui sont perçus comme constitutifs de la vie sociale comme l'emploi ou les loisirs. La dimension physique doit être ajoutée à cette définition dans la mesure où la ville est concernée. Il existe des zones qui souffrent d'un environnement dégradé, de mauvaises conditions d'habitat, d'une insuffisance de services publics et d'un faible niveau d'accessibilité.

La présence d'une pauvreté multiple dans certaines zones urbaines peut conduire à l'exclusion sociale, c'est à dire, un processus de désintégration sociale se traduisant par une rupture progressive des relations entre l'individu et la société (Room, 1995). Encore ici, le concept de pauvreté peut être encadré en trois dimensions : économique (qui permettra l'accès à l'aisance matérielle) sociale et physique. Tant que cette pauvreté aux multiples facettes affecte un individu ou un groupe dans un quartier donné, se développera le risque de voir émerger des processus d'exclusion et de ségrégation qui annihilent la cohésion sociale sur le territoire. Il existe un «cercle vicieux» d'éléments qui constituent en même temps des causes et des conséquences de la perte de cohésion sociale dans un quartier et dans l'ensemble de la ville. Power (1996) le confirme : « les mauvaises conditions de logement, la diminution du revenu et l'augmentation des besoins sociaux, se cumulent pour créer une ségrégation extrême».

Pour améliorer la situation, il est nécessaire d'agir sur les problèmes d'une façon intégrée, prenant en compte le fait que les interrelations sont fortes entre les trois dimensions mentionnées (économique, sociale et physique). Traditionnellement la régénération urbaine a cherché à résoudre les problèmes physiques des quartiers les plus défavorisés. Mais la pratique a montré que l'amélioration physique d'un quartier en situation d'exclusion ne contribue pas à l'amélioration de sa situation « sociale ». Cela n'a pas été suffisant. L'amélioration physique d'un quartier ne peut pas résoudre tous les problèmes (comme la criminalité, par exemple).

On peut ajouter que l'amélioration des conditions physiques n'entraîne pas systématiquement une augmentation des activités économiques. Dans la plupart des cas la population n'a pas le niveau de qualification nécessaire pour travailler. Une stratégie plus complète, capable de combiner l'approche économique, physique et sociale est donc requise.

Présentation de Catherine Neveu

Des effets de l'observation anthropologique

anthropologue, Laboratoire
d'Anthropologie des Institutions et
des Organisations Sociales (LAIOS-
CNRS), Lille.

Passé l'effet de «découverte du séminaire de Manchester, celui de Rotterdam a plutôt été l'occasion d'approfondir certaines hypothèses émises en décembre. Il a tout d'abord confirmé la particularité de l'exercice de «l'observation anthropologique» dans ce type de contexte. Comme je l'avais fait remarquer lors d'une des séances à Manchester, les anthropologues étaient plutôt habitués à fonctionner dans des relations où la question des effets de leur observation (et de leurs analyses) sur ceux qu'ils «observaient» ne se posait pas. Plus exactement d'ailleurs, les anthropologues ne se la posaient pas explicitement, ce qui devient difficile aujourd'hui. Bien qu'il soit parfois délicat de mesurer avec précision ces effets, les discussions qui se sont déroulées à Rotterdam ont clairement mis en lumière des processus de réappropriation de certains éléments du bilan présenté dans le compte-rendu du séminaire de décembre 1999 ⁽¹⁾.

C'est notamment le cas des remarques énoncées à propos des «nous» auxquels se référaient les participants, des «nous» multiples et rarement délimités avec précision. Or à Rotterdam, des précisions furent fréquemment apportées quant à la définition des «nous» utilisés, un certain nombre de participants se donnant la peine de préciser de qui ils parlaient («nous», les autorités locales de...). Mais dans le même temps, d'autres «nous» sont restés implicites, et ce furent souvent des «nous» plus généraux. On a ainsi pu repérer un «nous» lié au sujet traité la cohésion sociale : le «nous» implicite des inclus face aux «exclus», voire un «nous» implicite de la collectivité nationale face aux «minorités ethniques».

On peut donc émettre l'hypothèse que si la nécessité de préciser le «collectif de référence» a été intégrée par certains participants au réseau, comme utile au fonctionnement de celui-ci, elle n'a pas été étendue à d'autres formes et enjeux des discours. Sans doute s'agit-il là d'un effet d'un «génie du thème», la cohésion sociale débattue par des professionnels mettant souvent en scène un «nous» (à la fois professionnel et social) de l'appartenance aux secteurs intégrés de la société implicitement opposé à un «eux» des exclus, avec d'ailleurs un glissement fréquent et tout aussi implicite «d'exclus» à «minorités ethniques» ou à «immigrés», selon les origines nationales.

(1) Le même processus de «dévoilement», par lequel l'anthropologue transmet quasiment en direct à ses partenaires (une partie de) ses observations peut d'ailleurs jouer dans le style de ce compte-rendu, différent du précédent. S'il m'a été assez facile de faire des remarques «générales» sur le fonctionnement du réseau à l'issue du premier séminaire auquel j'assistais, la présente contribution pourra paraître à certains lecteurs trop «générale» précisément. C'est qu'il me faudra à un moment donné (le plus tard possible) passer à une analyse prenant en compte les agents réels (les personnes) intervenant dans les processus décrits, et que je ne peux le faire à l'étape des bilans intermédiaires, sous peine de compromettre par trop les conditions mêmes de ma recherche.

Le rapport aux institutions européennes

Mais un «ils» a aussi hanté la rencontre (une relecture de Manchester confirmerait sans doute sa présence constante) : le «ils» des institutions ou des bureaucrates européens. Dans ce cas le «nous» implicite est celui du réseau, et plus largement de tous ceux qui chercheraient à intervenir dans le champ européen selon des modalités différentes de celles définies par les institutions ou procédures européennes.

De multiples discussions ont tourné, comme à Manchester, autour de la question de la «marge de manoeuvre» dont disposent les autorités locales face aux politiques et financements européens (voir le compte-rendu de Manchester, les financements européens comme choix, stratégie ou nécessité). Là encore, le thème du séminaire (cohésion sociale) a sans doute joué un rôle particulièrement important, dans la mesure où, comme l'ont rappelé un grand nombre de participants, il est assez difficile d'obtenir de l'Union européenne dans le cadre d'Interreg qu'elle finance «du social».

Mais là aussi, des approches variées s'expriment, et notamment des approches plutôt «pragmatiques» («on arrive toujours à faire financer du social en construisant bien le dossier»). On peut cependant observer que ce type «d'instrumentalisation» des critères de financements (respecter la lettre des critères pour mener des actions sur le terrain qui ne seraient pas financées normalement) n'est cependant pas synonyme d'un rapport purement instrumental à la dimension européenne, il peut au contraire aller de pair avec une volonté forte de modifier ces mêmes critères de financement.

Approche locale / approche globale

Autre effet du thème traité, un grand nombre de discussions a mis en scène, implicitement ou explicitement, une confrontation entre le concret et l'abstrait, souvent formulée d'ailleurs en termes de confrontation entre le local et le «global» (il conviendrait cependant de s'interroger sur ce glissement sémantique associant d'une part concret et local et d'autre part «global» et abstrait). On peut faire l'hypothèse que la question de la cohésion sociale est plus propice que celle du commerce à l'expression de débats parfois qualifiés de «philosophiques». Mais ces discussions sont également révélatrices des «cultures» nationales mises en oeuvre (et parfois en scène) dans ce type d'instances plurinationales.

En effet, les débats de Manchester avaient déjà mis en lumière de fortes différences culturelles en matière notamment de partenariat entre le public et le privé, d'articulations entre action publique et initiatives privées. Une différence importante avec certaines discussions à Rotterdam réside cependant dans le fait qu'elles aient mis en lumière des variations quant à la définition même de la notion de cohésion sociale qui sont autant des variations liées à la fois à des cultures nationales et à des points de vue politiques ou philosophiques, recoupant donc les «traditions nationales» en matière de traitement de la dite exclusion.

Stratégies et enjeux communs ou similaires ?

D'une certaine manière, ce débat s'inscrit dans celui évoqué à propos de Manchester sur «*commonality and similarity*» : les enjeux et stratégies débattus sont-ils communs (partagés) ou similaires (comparables). L'avancée en la matière ne pourra sans doute se faire qu'en prenant pleinement en compte ces différences de cultures politiques, ce terme incluant aussi bien les cultures administratives et institutionnelles, que des options «philosophiques» à partir desquelles chacun des membres du réseau fonde aussi ses analyses et ses stratégies.

Je mentionnais plus haut les effets de «mises en scène» des cultures nationales, et l'observation du séminaire de Rotterdam a été le théâtre de telles mises en scène, quand des a priori sur les «modèles» structurant la pensée des autres (au hasard le «communautarisme» britannique, le «modèle républicain centraliste» français et le «pragmatisme» néerlandais), implicitement mis en oeuvre, viennent rendre plus confuse une discussion dans laquelle il s'avère qu'au bout du compte les points d'accord pourraient être plus importants que les différences d'analyse.

Selon les intervenants, mais aussi pour un même intervenant selon les moments dans le débat, les définitions du rôle du réseau évoluent. Le réseau a-t-il pour rôle de promouvoir des initiatives fortement innovantes, quasiment «expérimentales», pour prouver leur efficacité et obtenir par la suite leur généralisation, ou doit-il promouvoir la meilleure «gestion adaptée» possible localement, quitte à se servir des limites de celle-ci comme preuve par la négative des limites des procédures européennes ?

Prouver que les approches classiques ne sont pas adaptées aux problèmes réels ou innover localement pour modifier les procédures ; s'il s'agit dans les deux cas de fonder les recommandations sur des bilans d'expérience, la démarche stratégique peut être assez différente.

6. Conclusion générale

	OBJECTIFS	TYPES D'ACTION	TRANSVERSALITE : Dimensions à intégrer
<p>Une politique urbaine visant le développement de l'éducation doit chercher à :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • satisfaire les besoins du quartier • garantir la qualité de l'éducation et de l'enseignement • améliorer les relations entre l'école et le quartier • impliquer les parents dans le processus éducatif • développer la citoyenneté • éviter l'exclusion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • des actions spécifiques pour des conditions spécifiques : programmes spéciaux d'éducation (selon le niveau scolaire...), services sociaux (santé, soutien...) • amélioration des conditions physiques (bâtiments, espaces publics...) • promotion d'une « école ouverte » ou insertion de l'école dans le quartier (développement dans l'école des activités culturelles, sportives, de loisirs en dehors des horaires scolaires) • cours pour les adultes à l'école • canaux de communication entre les autorités locales et le quartier • activités visant à faire prendre conscience aux habitants de leur appartenance au territoire (ex: développement des connaissances sur le patrimoine) • l'égalité des chances pour l'éducation • mixité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ développement social ▶ gouvernance ▶ régénération physique ▶ développement culturel ▶ sport et loisirs ▶ formation ▶ gouvernance ▶ développement Culturel ▶ cohésion Sociale
<p>Une politique urbaine visant le développement de la formation doit chercher à :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • intégrer les habitants du quartier (dans le cas présent, les chômeurs de longue durée) dans les processus de régénération urbaine • améliorer les conditions socio-économiques du quartier : <ul style="list-style-type: none"> — approche sur le long terme — bénéfiques pour la société • développer la citoyenneté • décrire les relations entre la population du quartier et les institutions • impliquer les entreprises privées dans les processus de formation 	<p>Principe : <i>Les habitants du quartier bénéficient des projets de formation qui facilitent leur insertion dans la société et dans le marché de l'emploi :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • la formation concerne les processus suivants: « être prêt à travailler » + emploi subventionné (re)intégration dans la société = trouver un emploi • le processus de formation comprend deux composantes : <ul style="list-style-type: none"> — le développement personnel (domaine social) — l'orientation à l'emploi (domaine de l'emploi) <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place de ponts communicants entre les gens, les associations, les autorités locales, les entreprises... • Ces actions peuvent aider à : <ul style="list-style-type: none"> — adapter la formation aux futurs besoins du marché du travail — créer des activités nouvelles 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ développement économique ▶ développement social ▶ développement culturel ▶ cohésion sociale ▶ développement social ▶ développement économique ▶ gouvernance ▶ développement économique
<p>Dans une perspective de développement durable, les initiatives de formation et d'éducation doivent :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • s'attacher à rendre les financements et projets plus efficaces • intégrer des initiatives locales d'éducation et de formation dans un projet stratégique global et transversal 	<ul style="list-style-type: none"> • coordination et continuité des projets et des fonds. • définition des initiatives à long terme et les maintenir. • intégration des projets d'éducation et de formation dans les projets économiques, physiques, culturels et sociaux. • stratégies de développement économique permettant de lancer des projets visant à promouvoir l'accès des jeunes à l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ gouvernance ▶ mise en œuvre ▶ financement ▶ régénération économique ▶ régénération sociale ▶ régénération culturelle ▶ régénération physique

7. Références bibliographiques

- Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole. (1999), Repères 1999. Les habitants de Lille Métropole. Observatoire des évolutions sociales et urbaines. ADU. Lille.
- Colin, Roland and Atchikguezian, Arève (1993), Le rôle déterminant de l'éducation et de la formation au regard de l'insertion ou de l'exclusion (p.14-16), article dans ; Passerelles n°3, octobre 1993, De l'exclusion à l'insertion. L'internationale. Paris.
- Comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques. Commissariat général du Plan (1993), L'insertion des adolescents en difficulté. Rapport d'évaluation. La Documentation Française. Paris
- Commissariat général du Plan. Rapport du groupe présidé par Jean-Paul Delevoye (1997), Cohésion sociale et territoires. La Documentation Française. Paris.
- Commissariat général du Plan. Rapport du groupe technique présidé par Philippe Nasse (1991), Exclus et exclusions. Connaître les populations. Comprendre les processus. La Documentation Française. Paris.
- Dauge, Yves et ali (1990), Quartiers fragiles et développement urbain. Revue POUR n°125/126. L'Harmattan. Paris.
- Fondation Agir Contre l'Exclusion. (1999), L'observatoire des créations d'emplois pour les jeunes dans le secteur marchand. Analyses et propositions. FACE. Paris.
- Informal meeting of Ministers responsible for spatial planning of the Member states of the European Union. (1997), European spatial development perspective. First official draft. Official publications of the European Union. Luxembourg.
- Informal meeting of Ministers responsible for spatial planning of the Member states of the European Union. (1998), Urban Exchange Initiative. Improving good practice in urban development in the European Union. Glasgow.
- Jaquier, Claude. (1991), Voyage dans dix quartiers européens en crise. L'Harmattan. Paris.
- Moulaert et alii (1999), Urban régénération and social polarisations in cities. IFRESI. Lille.
- Osler, Audrey. (1997), The contribution of community action programmes in the fields of education, training and youth to the development of citizenship with a European dimension University of Birmingham.
- Parkinson, Michael (1998), Designing Area-Based. Responses to Social Exclusion. Experiences from Europe. Liverpool John Moores University.
- Werk voor Delfshaven in progress. A cross section of the project results of the Major City Policy Delfshaven, 1996-1997 (1998), Rotterdam : Projectbureau : Werk voor Delfshaven.

8. Liste des participants

Birmingham

Marie Fallon
Birmingham City Council
Veronica Docherty
Birmingham City Council

Bruxelles Région Capitale

Michel Breton
(Délégation Régionale Interministérielle aux Solidarités Urbaines)
Laurence Rayane
Commission Formation-Emploi-Enseignement, Bruxelles

Lille Métropole

Abdelouahab Zarhi
Ville de Roubaix
Simon Jodogne
GIP du Grand Projet Urbain

Manchester

Terry Martin
Manchester City Council
Andy Nelson
Manchester Adult Education Service
Dave Carter
Manchester City Council

Rotterdam

Ferry van Wilgembourg
Projectbureau Werk voor Delfshaven
Nathalie de la Cousine
Projectbureau Werk voor Delfshaven
Johan Grijzen
Alderman of Delfshaven
Ron Dekker
Ville de Rotterdam (service éducation)
Samira Soufi
Ville de Rotterdam (service éducation)
Mies Van Marrewijk
Project Doorstoom. Werk in West

Valenciennes

Arnaud Noiret
Ville de Valenciennes
Guy Lalin
Ville de Valenciennes

Partenaires associés et financeurs

Sylvie Harburger
Caisse des Dépôts et Consignations, Paris
Jean-Pierre Decourcelle
Caisse des Dépôts et Consignations, Lille
Gérard Flament
Direction Régionale de l'Équipement, Lille

Comité Scientifique

Catherine Neveu
Laboratoire d'Anthropologie des Institutions
et des Organisations Sociales (LAIOS-CNRS), Lille
Marco van Hoek
Erasmus University of Rotterdam (EURICUR)
Laura Capel
Erasmus University of Rotterdam (EURICUR)

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole

Thierry Baert
Myriam Matassem
Gildas le Saux
Élisa Ruyschaert
Élena Hidalgo

Étaient excusés

Éric Buysens,
DRISU, Bruxelles
Hans Verdonk,
Ville de Rotterdam (OBR)
Michel Lengrand,
Préfecture de la Région Nord-Pas-de-Calais, SGAR, Lille
Jean-François Bloc,
Préfecture de la Région Nord-Pas-de-Calais, SGAR, Lille
Yves Gorrichon,
Caisse des Dépôts et Consignations, Lille
François Brière,
Ville Renouvelée, Lille Métropole Communauté Urbaine
Pierre Lebrun,
Ville Renouvelée, Lille Métropole Communauté Urbaine
Philippe Doucet,
secrétariat du programme Interreg IIC AMNO, Londres
Marcello Roma,
DG XVI, Commission Européenne, Bruxelles



Directeur de la publication :
Pierre Dhénin

Responsable de l'édition :
Thierry Baert

Rédaction :
Éléna Hidalgo

Relecture :
Myriam Matassem (version française)
Terry Martin (version anglaise)

Conception graphique :
Laurent Mikolajczak

Impression :
AD concept

Crédits photographiques :
Agence de développement
et d'urbanisme de Lille Métropole

Jean-Pierre Decourcelle
(Caisse des Dépôts et Consignations)

Édition :
septembre 2000